Réponse du Conseil administratif:

- à la motion de la commission sociale et de la jeunesse, acceptée par le Conseil municipal le 27 juin 2006, intitulée: «De l’opportunité d’élargir les heures d’ouverture des maisons de quartier» (M-535);
- à la motion de MM. Jean-Marc Froidevaux, Jean-Marie Hainaut, Eric Ischi, Didier Bonny et Pierre Losio, acceptée par le Conseil municipal le 18 mai 2005, intitulée: «Un peu de transparence à la FASE» (M-543);
- à la motion du 15 février 2006 de M^{me} Nicole Bobillier, M. Gérard Deshusses, M^{me} Alexandra Rys et M. Didier Bonny, acceptée par le Conseil municipal le 7 juin 2006, intitulée: «Pour une comptabilité analytique à la FASE» (M-592).

TEXTE DE LA MOTION M-535

Le Conseil municipal invite le Conseil administratif à entamer une large discussion avec les comités et professionnels des espaces d’animation socioculturelle et les différents acteurs présents dans les quartiers de la ville de Genève (travailleurs sociaux hors murs, unités d’action sociale communautaire de proximité, etc.), afin de renforcer les interactions et collaborations entre eux, le but étant de développer des projets communs qui répondent aux besoins spécifiques des quartiers, notamment en direction des jeunes, par exemple en favorisant une ouverture durant les week-ends et les vacances scolaires de certaines maisons de quartier.

TEXTE DE LA MOTION M-543

Le Conseil municipal invite le Conseil administratif à intervenir sans délai auprès des organes de la FASE afin qu’elle communique sur son site internet et de manière librement accessible:

- ses comptes des années 2002 à 2004;
- l’évolution de ses charges pendant ces mêmes exercices, en particulier quant à l’évolution de l’emploi dans l’administration de la fondation.

TEXTE DE LA MOTION M-592

Le Conseil municipal demande au Conseil administratif de prendre toutes les mesures nécessaires pour que la FASE modifie en conséquence la présentation actuelle de ses comptes et qu'elle adopte, dans les plus brefs délais, une comptabilité analytique.

RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

A l'instar de la Ville de Genève, la Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle (FASe) dispose d'une comptabilité analytique. Toutes les informations et les comptes sont disponibles sur le site de la FASE, www.fase.ch.

Cet outil de gestion a été élaboré en concertation étroite avec la Délégation à la jeunesse et tous les partenaires de la fondation, à savoir les représentants de l'Etat, des communes, des associations et du personnel, ainsi que l'Inspection cantonale des finances.

Evidemment, la mise en œuvre de ces nouvelles dispositions comptables s'est heurtée à quelques résistances. Dans certains milieux associatifs, on craint que le contrôle financier et comptable ne porte en lui les germes d'un contrôle social. Après une bonne information, tous les partenaires ont été convaincus que notre objectif n'était en rien de les empêcher de développer leurs activités en toute indépendance, mais bien au contraire de leur assurer les moyens de cette indépendance et de leur pérennité. En effet, la rigueur comptable et la transparence n'ont rien à voir avec le contrôle social. Nous en appelons à plus d'efficacité, mais pas à plus de rentabilité.

Nous sommes convaincus de la mission essentielle des maisons de quartier au service de la cohésion sociale. A ce titre, nous ne saurions imaginer un subventionnement qui pondère de manière simpliste le coût d'un centre de loisirs en fonction du nombre de ses usagers. Nous savons que nous devons prendre en compte des paramètres plus complexes et plus significatifs. Pour concrétiser cette approche circonstanciée, qui se veut nuancée et qualitative, nous savons que nous pouvons aussi nous appuyer sur le président de la FASE, le conseiller administratif libéral de Bernex, M. Alain-Dominique Mauris.

Pour asseoir cette ambition, la Ville de Genève a signé des conventions avec toutes les maisons de quartier situées sur son territoire. Ces documents de partenariat ont été établis au terme d'un long processus participatif. Ils sont publics et fixent en toute transparence les attentes de la Ville, afin de concrétiser la mission globale définie dans la convention Ville-FASe signée en septembre 2004. L'article 3, qui est identique dans toutes ces conventions, contient la définition de la politique d'animation socioculturelle et socioéducative de la Ville de Genève:

«La politique d'animation socioculturelle et socioéducative de la Ville de Genève s'inscrit dans sa politique sociale. Cette dernière prend en compte, à tous les niveaux et dans tous les domaines, la situation, les besoins et les attentes des uns et des autres, du plus petit au plus grand.

»C'est dans ce sens que la Ville de Genève entend favoriser toute action allant dans le sens du renforcement du tissu social. L'action socioculturelle menée par les maisons de quartier et les associations conventionnées constitue un des maillons principaux de cette politique sociale de proximité.

»Les maisons de quartier doivent stimuler l'action citoyenne. Des actions collectives et communautaires, impliquant le travail en réseau avec les partenaires administratifs, institutionnels et associatifs, sont indispensables. Pour ce faire, elles mettent sur pied des programmes d'activités conviviaux et intergénérationnels. Elles veillent ainsi à assurer la prévention de l'exclusion, un accompagnement éducatif et un suivi qui favorisent le respect des personnes, des biens et de soi-même, ainsi que l'intégration, le dialogue et l'échange.

»Au sens de la charte cantonale de la FASE, les maisons de quartier aident les individus à devenir des acteurs sociaux responsables de leurs choix, à s'exprimer, à participer à la vie du quartier et de la cité par la réalisation de projets collectifs et parfois individuels, mais également en favorisant une ouverture d'esprit aux projets émanant d'autres citoyens ou mis en consultation par les instances publiques. Les maisons de quartier contribuent à la communication dans les deux sens, entre les habitants et les pouvoirs publics; à cet égard, ils agissent comme des relais d'information.

»Par sa politique sociale de proximité, la Ville de Genève entend également témoigner de son soutien à l'action associative là où le relais associatif est indispensable à l'adéquation des besoins du quartier et des moyens mis à disposition.»

Parmi les défis actuels, les horaires d'ouverture tiennent une place tout à fait particulière. Nous avons déjà trouvé, dans les arrangements de partenariat avec chaque centre, des arrangements ponctuels. Par exemple, à la demande de la Ville, l'Association Grottes-Crochettes-Montbrillant a mis en place un internet café, avec Prémabule, en face du cycle d'orientation de Montbrillant. Cet internet café est ouvert à midi et le samedi après-midi.

Dans le même ordre d'idée, nous sommes en train de revoir les tarifs des centres aérés pour aboutir à une prestation de qualité reconnue, à prix comparable.

La Délégation à la jeunesse a fait œuvre d'aiguillon dans toutes ces discussions sur l'avenir des maisons de quartier. D'ailleurs, la délégation a mis en œuvre la réalisation de la plaquette d'information élaborée par les comités et les professionnels des institutions qui vous a été distribuée tout récemment.

Notre priorité est de faciliter l'évolution des institutions dans un domaine où la société bouge très vite. Il serait parfaitement paradoxal que l'offre des services publics évolue plus lentement.

Evidemment, l'élargissement des horaires, le développement des prestations et leur tarification unifiée va nécessiter des réallocations de moyens. Pour défendre de manière argumentée les sommes allouées à l'action sociale communautaire, sous toutes ses formes, nous avons mené une réflexion qui atteste de la capacité des acteurs principaux à se remettre en question et à évoluer.

Les différents secteurs impliqués dans ce domaine, les unités d'action communautaire, les travailleurs sociaux hors murs et les maisons de quartier, ont travaillé pour améliorer la connaissance réciproque et la reconnaissance mutuelle afin de favoriser les collaborations.

A partir d'une définition commune de l'action communautaire de proximité établie: «l'action communautaire désigne toute initiative issue de personnes, de groupes, d'une communauté, visant à apporter une solution collective et solidaire à un problème social ou à un besoin commun», des convergences ont été établies, même si les particularités d'actions des uns et des autres sont évidentes. Les unités d'action communautaires ont un mandat large, défini à l'échelle d'un quartier, selon les secteurs centre d'action sociale et de santé. Leur champ d'action porte tout autant sur les aînés, la sécurité routière, la vie familiale, l'intégration, etc. Les travailleurs sociaux hors mur sont organisés à l'échelle de la ville, même si une certaine répartition par quartier a aussi lieu, avec un mandat plus spécifique, à savoir le travail avec, par et pour les jeunes.

Quant aux maisons de quartier, elles ont un mandat très large, organisé aussi par quartier, mais avec une définition moins administrative, découlant de la charte cantonale, axée aussi bien sur des activités offertes aux jeunes que vers l'action socioculturelle de proximité. Cette double mission justifie également le double financement.

Une des pistes explorées en ce moment pour réagir vite, au fur et à mesure de l'émergence des problématiques, est d'être non seulement dans la réaction, mais dans l'anticipation. A cet égard, la nouvelle politique de la Ville doit prendre très clairement une coloration plus nette de «politique des quartiers», sans en faire un axe unique et réducteur, mais qui s'ajoute aux défis actuels dans le domaine du soutien/accompagnement aux familles, de l'intégration des migrants et du soutien aux jeunes en rupture.

Dans chacun de ces domaines, des actions précises et concrètes doivent être menées. Certaines le sont déjà et d'autres peuvent encore émerger. Toutes doivent être construites à partir d'une analyse des besoins et des demandes. A cet égard, les maisons de quartier sont des partenaires essentiels qui doivent relayer

ce qu'elles captent du terrain. Des diagnostics de quartier vont être établis régulièrement, par tous les acteurs de proximité, afin d'obtenir une image aussi fidèle que possible de la réalité et de mieux calibrer les interventions.

Au nom du Conseil administratif

Le directeur général:
Jacques Moret

Le conseiller administratif:
Manuel Tornare

Le 14 mars 2007.